

Humanitaire française tuée au Burundi : ACF veut un mandat d'arrêt international

À 10h30, le 30/12/2010 Source AFPL'ONG Action contre la Faim (ACF) a réclamé jeudi un "mandat d'arrêt international" à l'encontre d'un policier burundais, récemment mis en cause par des enquêteurs français dans le cadre d'une enquête sur le meurtre au Burundi en 2007 d'une humanitaire française. Agnès Dury, psychologue de 31 ans en mission au Burundi, avait été tuée le 31 décembre 2007, lorsque la voiture d'ACF à bord de laquelle elle circulait avait été la cible de tirs dans la ville de Ruyigi (est). Une infirmière avait également grièvement blessée.

"Nous demandons un mandat d'arrêt international contre le principal suspect identifié et une commission rogatoire internationale pour expertiser les armes suspectes", a expliqué François Danel, directeur général d'ACF, dans un communiqué. "L'Etat Burundais doit s'impliquer ouvertement dans la recherche du principal suspect aux côtés de la justice française", le suspect identifié étant un policier burundais d'origine congolaise en fuite, a-t-il ajouté. En septembre 2010, deux policiers français se sont rendus au Burundi pour procéder à une enquête de terrain, après un premier déplacement infructueux en 2008. Leur rapport d'enquête a été remis en octobre à un juge d'instruction de Mûcon (centre). Interrogé par le parquet de Mûcon a confirmé que ce déplacement avait permis "l'identification de plusieurs personnes", dont un policier. "Il n'est pas question de mandat d'arrêt international pour l'instant mais de nouvelles investigations, notamment pour entendre ces personnes qui sont ressorties lors de l'enquête", a-t-il toutefois souligné. Une autre piste concernant "un stock d'armes au sein duquel pourrait figurer l'arme du crime", évoquée par ACF, "devrait également être suivie selon le parquet. Créée en 1979, ACF est l'une des plus importantes organisations humanitaires de lutte contre la faim dans le monde.